



Bonjour Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames, Messieurs

Vous nous réunissez pour la deuxième fois pour aborder le thème de la modernisation de l'action publique. Vous le savez, nous sommes plus que réticents à l'égard de la politique de la MAP car elle ne frappe que les agents de l'Etat et encore pas tous, certains sont déclarés prioritaires et donc plutôt choyés, ne serait ce qu'au niveau des effectifs.

A Bercy, comme du temps de la RGPP, nous sommes en première ligne et ce, vous le savez bien, dans un contexte difficile accentué par les récents événements qui ont placé nos administrations sous les feux de la rampe.

Toujours demander aux mêmes de faire des efforts devient de plus en plus problématique quand on veut réformer juste.

Les réflexions stratégiques engagées dans nos administrations tendent toutes vers le même modèle : moins d'effectifs, un maillage moindre et des missions affaiblies.

Hormis la DGCCRF qui peut espérer voir son horizon s'éclaircir un peu, les autres administrations à réseau de Bercy s'attendent au pire.

Toute évolution étant conditionnée au Budget en période de disette, la messe est dite.

Le Président de la République ne cesse de nous annoncer des chocs ; choc de compétitivité, choc de moralisation, choc de simplification. Pour le moment ce sont les agents qui sont sous le choc.

D'autant plus sous le choc, que ce sont les agents publics de l'Etat qui fournissent le gros des suppressions d'emplois.

Le projet de loi sur la décentralisation après un passage au Sénat se retrouve scindé en trois textes de lois. On le voit les collectivités défendent leurs structures, ce qui semble moins vrai pour notre ministère de l'Economie et des Finances plus prompt à sacrifier ses emplois au nom de l'exemplarité.

Le poids des suppressions d'emplois pèsera encore longtemps sur les seules épaules des agents de l'Etat des administrations non prioritaires.

Le risque est grand dans notre Ministère, et nous l'avons déjà à maintes reprises signalé dans nos écrits, de voir certaines missions régaliennes dangereusement s'affaiblir.

Lever l'impôt, percevoir les taxes, réguler et contrôler l'économie nous paraissent autant prioritaires que la sécurité ou l'éducation.

Il serait temps de s'en rendre compte.